

**Point de presse du porte-parole  
adjoint - Développement/Réunion  
du conseil national du  
développement et de la solidarité  
internationale - Territoires  
palestiniens/Suspension de la  
démolition du village palestinien de  
Khan al-Ahmar - Corée du  
Nord/Nouvelles désignations par le  
comité 1718 des Nations unies -  
Ancienne République yougoslave de  
Macédoine/Vote du Parlement le 19  
octobre 2018 - Arabie saoudite -  
Etats-Unis/Traité sur les forces  
nucléaires à portée intermédiaire  
(Paris, 22 octobre 2018)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Développement - Réunion du conseil national du développement et de la solidarité internationale (Paris, 23 octobre 2018)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, présidera, demain 23 octobre, la 14<sup>e</sup> réunion plénière du Conseil national du développement et de la solidarité internationale (CNDSI).

Alors que la France s'est engagée dans une trajectoire devant la conduire à consacrer 0,55% de son RNB à l'aide publique au développement (APD) d'ici 2022, le président de la République a confirmé son souhait d'une nouvelle loi d'orientation et de programmation, afin de donner de la prévisibilité à cette trajectoire et de mettre en place une nouvelle méthode avec une dimension partenariale renforcée.

La session du CNDSI du 23 octobre sera l'occasion d'approfondir la réflexion sur de nouvelles approches de l'APD. Le député Hervé Berville y présentera les propositions issues du rapport qu'il a remis en août au Premier ministre, dans lequel il insiste sur la nécessité de mieux associer la société civile, la jeunesse, les entreprises, les diasporas pour une modernisation de la politique de partenariats et de solidarité internationale de la France. Cette session permettra de recueillir les réactions des 53 personnalités du CNDSI, représentants d'ONG, syndicats, employeurs, acteurs économiques, collectivités territoriales, universités et centres de recherches, parlementaires ou personnalités étrangères de haut niveau.

Cette réflexion s'inscrit dans un cadre plus large de consultation des acteurs de la société civile en vue de la révision de la loi d'orientation et de programmation, à laquelle une session extraordinaire du CNDSI sera dédiée le 15 novembre prochain.

Par ailleurs, en réponse à la sollicitation des organisations de la société civile lors de la session du CNDSI du 20 juin dernier, et dans un objectif de transparence sur les prochaines échéances multilatérales, cette session permettra de faire un point sur la préparation de la présidence française du G7 en 2019, les assemblées d'automne de la Banque mondiale et du FMI, la réunion informelle du Conseil des affaires étrangères dans sa formation développement, et de présenter le calendrier des échéances stratégiques des banques multilatérales de développement, avant qu'une session spécifique du CNDSI soit consacrée à ces sujets en 2019.

## 2 - Territoires palestiniens - Suspension de la démolition du village palestinien de Khan al-Ahmar

La France prend note de la décision du Premier ministre israélien de surseoir à la démolition du village palestinien de Khan al-Ahmar (Cisjordanie). La France, en lien avec ses partenaires européens, a appelé à plusieurs reprises les autorités israéliennes à ne pas procéder à la destruction de Khan al-Ahmar et à l'évacuation forcée de ses habitants.

Nous demandons aux autorités israéliennes de renoncer définitivement au projet de démolition de Khan al-Ahmar et à lever l'incertitude qui pèse sur le sort de ce village, situé dans une zone essentielle à la continuité d'un futur Etat palestinien et donc à la viabilité de la solution des deux Etats.

## 3 - Corée du Nord - Nouvelles désignations par le comité 1718 des Nations unies

La France salue la désignation par le comité 1718 des Nations unies de trois navires impliqués dans des transbordements de pétrole à destination de la Corée du Nord en violation des résolutions du Conseil de sécurité. Il s'agit des premières désignations adoptées par les Nations unies depuis le 30 mars 2018. La France rappelle sa préoccupation à l'égard des stratégies toujours plus élaborées déployées par la Corée du Nord pour contourner les sanctions en vigueur, comme l'ont attesté à plusieurs reprises les rapports du panel d'experts des Nations unies compétent. Nous jugeons par ailleurs crédibles les analyses selon lesquelles la Corée du Nord a dépassé le plafond annuel d'importation de produits pétroliers raffinés autorisé par les résolutions du Conseil de sécurité. Nous réitérons notre plein soutien au panel d'experts, ainsi que notre attachement à son indépendance.

Dans ce contexte, la France appelle à la mise en oeuvre effective des sanctions internationales, qui ont été déterminantes pour amener la Corée du Nord à la table des négociations. L'unité de la communauté internationale demeure essentielle à cet égard. Elle apporte son soutien aux processus diplomatiques actuels et appelle la Corée du Nord à mettre en oeuvre des mesures concrètes et précises en vue d'une dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité.

#### 4 - Ancienne République yougoslave de Macédoine - Vote du Parlement le 19 octobre 2018

La France note avec satisfaction le vote le 19 octobre dernier par le Parlement de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, à la majorité des deux tiers requise, de l'ouverture de la phase d'examen des amendements constitutionnels destinés à mettre en oeuvre l'accord de Prespa, conclu le 17 juin dernier entre Athènes et Skopje.

La France forme le voeu que les discussions au Parlement aboutissent à la révision de la Constitution. Comme l'a rappelé le président de la République, l'accord de Prespa est bon pour le pays, pour la région et pour l'Europe.

#### 5 - Arabie saoudite

Q - Est-ce que la France est prête à suivre l'Allemagne en suspendant les ventes d'armes à l'Arabie saoudite tant que les incertitudes autour de la mort du journaliste Jamal Khashoggi ne sont pas levées ?

R - Notre politique de contrôle des ventes d'armement est stricte et repose sur une analyse au cas par cas, dans le cadre de la Commission interministérielle pour l'exportation de matériels de guerre. Les exportations d'armement à l'Arabie saoudite sont examinées dans ce cadre.

#### 6 - Etats-Unis - Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire

Q - Le président américain Donald Trump a annoncé que les Etats-Unis allaient se retirer du traité russo-américain sur l'élimination des missiles à courte et moyenne portée (FNI). Comment évaluez-vous cette déclaration ? Quelles conséquences cette décision peut-elle avoir ?

R - Le président de la République a rappelé au président Trump l'importance que la France accorde à ce traité, en particulier pour la sécurité européenne et notre stabilité stratégique.

La France attache une grande importance aux instruments de maîtrise des armements conventionnels et nucléaires. La préoccupation des Alliés face à la très probable violation russe et au manque de transparence sur l'application du traité sur les forces nucléaires intermédiaires par la Russie a été rappelée lors du Sommet de l'Otan de juillet 2018. Nous sommes en contact étroit avec nos proches partenaires au sujet de l'annonce américaine de retrait du traité. Des consultations américano-russes ont encore lieu cette semaine. Nous appelons toutes les parties à éviter toute décision unilatérale précipitée, qui serait regrettable./.